

Déclaration liminaire des représentants des personnels du SNUipp-FSU CTSD du 31 janvier 2019

Le ciment de notre société, ce sont les services publics ! Que l'on soit jeune, actif, retraité, en formation, malade, au chômage, en déplacement... nous y avons tous recours, tout au long de notre vie !

Les services publics sont l'expression d'un choix collectif: être solidaire entre les générations, sur le territoire pour donner à tous les moyens de réussir et de bien vivre.

Aux premières étapes de notre parcours de vie, nous évoluons dans LE service public : l'école. Chaque élève doit pouvoir s'y épanouir et y réussir. Pour cela, l'État doit fournir à l'école les moyens de fonctionner efficacement.

Aujourd'hui, la bonne volonté des enseignants et des fonctionnaires en général ne suffit plus à assurer pleinement cette mission de la réussite de tous. Experts de la pédagogie, au contact quotidien avec les élèves et leurs familles, nous percevons bien, avec un effet miroir, les évolutions de la société. Si, globalement, le niveau général s'est élevé ces dernières années, les disparités territoriales et sociales se sont aiguisées. Nos gouvernants l'ont compris. Ils s'en servent, parfois habilement, pour communiquer et faire des grands discours. Mais dans les actes et dans les faits, sur le terrain, on s'aperçoit que les grands discours cachent une politique d'une tout autre nature.

Illustration. Cette année, le ministre, à Paris, communique sur la priorité au primaire.

La vérité, c'est que les 2 325 "moyens d'enseignement" distribués ne permettront pas de remplir l'objectif de dédoublement des CE1 en REP et REP+, ainsi que celui de rendre la maternelle obligatoire à 3 ans. Ces deux dispositions, à elles seules, consomment 5 000 postes. Pour financer LA mesure du quinquennat, il faut donc fermer ailleurs, où les conditions d'enseignement se dégraderont. Et chez nous, qu'en sera-t-il ?

En Ardèche, la priorité au primaire de Blanquer ce sera la mort du Plus de Maîtres Que de Classes. Pourtant, depuis plusieurs années, les équipes se sont pleinement impliquées et ont porté ce dispositif. Projets, concertations, formations: beaucoup de temps et d'énergie sont chaque année déployés pour accompagner les élèves dans leurs progrès. Sans parler du pognon de dingue dépensé par l'administration en formation pour ce dispositif. Aujourd'hui, le PDMQDC atteint enfin sa maturité. Les écoles nous font un retour très positif de cette mesure qui est bien supérieure au dédoublement des classes en REP car il correspond à un mode de travail dans lequel la profession se retrouve: croiser les regards, varier les entrées, travailler en équipe... c'est ça l'essence de notre métier !

Après le retrait des postes de maître G, l'insuffisante intervention des maîtres E, parfois l'absence des psychologues, l'administration envisage encore de retirer à ces équipes ce qui les aide à faire réussir leurs élèves. C'est professionnellement inacceptable, humainement incompréhensible, citoyennement ahurissant !

En Ardèche, la priorité au primaire ce sera des RASED encore réduits. Depuis dix ans, les effectifs d'élèves sont quasi stables. Pourtant, sur la même période, notre département a perdu un tiers des postes RASED (nous sommes passés de 73 à 48,5 postes). Dans le détail, ce sont 16 postes de maître G ont été rayés de la carte et un quart des postes de maître E qui ont disparu. Les conséquences sur le terrain pour les écoles et les personnels RASED sont sans appel. En témoignent les deux enquêtes réalisées par le SNUipp-FSU ces dernières années auprès des écoles.

Côté école, trois points ressortent fortement:

- plus de 90% des écoles font des demandes d'interventions aux RASED chaque année.
- seules trois écoles sur quatre formulant des demandes peuvent en bénéficier.

Troisième point, et c'est le plus inquiétant:

- 45% des écoles bénéficiant d'interventions des RASED les jugent insuffisantes ou partielles

Côté RASED, nos collègues nous indiquent ne pas être en capacité de donner suite à toutes les demandes.

Côté équipes, le manque de maître G se fait cruellement ressentir. Jamais les besoins n'ont été aussi importants dans les écoles. Jamais les enseignants ardéchois n'ont été autant en colère de devoir se débrouiller seuls et de constater, d'année en année, que par ses choix de n'envoyer personne en formation G et E, le département au final nie les besoins pour les élèves en difficulté. Des postes et départs en formation G existent dans d'autres départements. Pourquoi l'Ardèche resterait-elle en marge ?

Des secteurs du département sont des "déserts RASED" depuis plusieurs années. A ce titre, celui de Lablachère est symbolique. Depuis plus de 7 ans et la fermeture du poste de Lablachère, dix écoles au mois (comprenant 699 élèves) sont exclues des interventions de maîtres E. Actuellement, 107 élèves d'après ces équipes devraient bénéficier d'un suivi.

On ne répondra pas à la pénurie en expliquant que les enseignants ont une mauvaise interprétation de la difficulté scolaire. On ne répondra pas à la pénurie en redéployant des moyens déjà insuffisants partout. Ce qu'il faut, ce sont des moyens à la hauteur des besoins. Nous demandons la création de postes RASED dès cette carte scolaire et les départs en formation associés.

En Ardèche, la priorité au primaire ce sera des maternelles chargées et les moins de trois ans aux portes des écoles. Abaisser les effectifs par classe, c'est la priorité n°1 de la profession. C'est une nécessité pour travailler le langage en maternelle, disposer de suffisamment de temps pour accompagner les plus fragiles. Jusqu'à présent, tous les dispositifs (dédoublément, PDMQDC) se sont exclusivement concentrés sur le cycle 2. C'est une bonne chose mais il ne faut pas oublier que si des difficultés scolaires se présentent dès le CP, on peut y remédier dès les premières années de la scolarité: en maternelle ! Avec des effectifs réduits et des RASED présents. Nous savons aujourd'hui qu'une scolarisation précoce, particulièrement pour les enfants issus de familles éloignées de la culture scolaire, offre les meilleurs gages de réussite scolaire. Dans notre département, les moins de trois ans ne sont plus comptabilisés partout depuis 2004 mais dans les classes, au quotidien, ils comptent puisqu'ils sont scolarisés ! Pour mémoire, 52% des moins de trois ans étaient scolarisés en 2000 dans les écoles publiques de notre département. Ils sont seulement 16% à présent.

En Ardèche, la priorité au primaire ce sera aussi un dispositif ambition réussite à moyen constant. Pour les écoles en REP, à la suppression du maître surnuméraire s'ajoute l'obligation de dédoubler des CE1 à moyens constants. Le ministère ne se donne même pas les moyens de ses ambitions. Il fait, encore une fois, reposer les ajustements sur les équipes !

Pour le SNUipp-FSU, la priorité au primaire, ce sont des effectifs abaissés partout, des personnels RASED, issus de toutes les spécialités, irriguant la réflexion dans toutes les écoles et pouvant intervenir auprès des élèves en difficulté.

La priorité au primaire, ce sont des maîtres surnuméraires permettant de varier les entrées pédagogiques, une formation continue dense, variée et en lien avec la recherche. Pour finir, la priorité au primaire, c'est une reconnaissance salariale à la mesure de l'investissement et de la responsabilité des enseignants.

Aujourd'hui, 67% des enseignants de ce département sont en grève à l'appel initié par le SNUipp-FSU et relayé par nos collègues d'autres organisations syndicales. 52% des écoles sont fermées. Nos collègues, des parents d'élèves, des citoyens sont en train de manifester pour dire stop aux retraites de postes, stop aux faux discours, stop au saccage du service public.

En bout de chaîne, ce sont bien nos élèves, nos enfants et les générations futures qui sont impactés par cette politique irresponsable. Cette colère doit être entendue à tous les niveaux. Les réponses apportées doivent sortir des beaux discours et être à la hauteur de l'enjeu: la réussite de tous !